

COOPERATION SÉCURITAIRE ET POLICIÈRE

Lutter contre la criminalité et renforcer la sécurité maritime en Indo-Pacifique

La lutte contre la criminalité organisée transnationale, la cybercriminalité, le trafic de stupéfiants et d'armes et la criminalité environnementale, tout comme le renforcement de la sécurité maritime et la sécurité civile, sont des enjeux majeurs en Indo-Pacifique alors que certains États manquent de capacités nationales.

La France est un acteur important de la coopération avec les pays de la région, ce dans tous les domaines. La Direction de la coopération de sécurité et de défense joue un rôle essentiel, tout comme les 11 services de sécurité intérieure dans les ambassades et les nombreux experts techniques détachés à l'étranger afin de valoriser le savoir-faire français.

DCSD, UN ACTEUR MAJEUR

La Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) met en œuvre, au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la coopération internationale dans les domaines de la défense, de la sécurité intérieure et de la protection civile, qu'il s'agisse d'actions de formation, de missions d'expertise ou d'aide logistique directe.

La DCSD soutient un réseau d'écoles de sécurité et de défense dans lesquels sont intégrés des coopérants issus de différents ministères au Cambodge, à Djibouti, aux Émirats arabes unis, au Kenya, à Madagascar et au Vietnam. Une école nationale à vocation régionale est également soutenue à Djibouti, l'École internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EIPJ).

La DCSD promeut la francophonie avec notamment la méthode d'apprentissage *En Avant!*, qui permet une meilleure intégration des forces armées partenaires dans les opérations de maintien de la paix. En partenariat avec l'association AGIR, une vingtaine de lecteurs de Français langue étrangère (FLE) sont présents dans la région comme à l'École nationale des inspecteurs et agents de police de Madagascar et à l'Académie navale de Corée du Sud (*voir fiche No.9 - Coopération culturelle et francophonie*).

SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Le réseau des attachés de sécurité intérieure (ASI) en Indo-Pacifique est composé de 12 antennes qui

couvrent la majorité des pays de la région. Le service de sécurité intérieure (SSI) de l'ambassade de France à Singapour bénéficie par exemple d'une compétence régionale pour l'Australie, le Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et le Timor oriental. Les ASI, issus de la Police ou de la Gendarmerie nationales, conseillent les ambassadeurs, facilitent la coopération avec les partenaires étrangers, et participent à la protection des ressortissants français (*voir fiche No.2 - Démographie et représentation politique*).

La coopération policière demeure limitée mais est en plein essor. CIVIPOL, l'opérateur de coopération technique internationale du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, finance quelques projets sur la côte Est de l'Afrique en matière de lutte contre la criminalité organisée transnationale, le terrorisme et le blanchiment d'argent. Les Douanes disposent d'un réseau de 3 attachés douaniers à Pékin, Dubaï et Bangkok, qui couvrent 13 pays (*voir fiche No.8 - Coopération économique et entreprises*).

En 2019, la France est devenue membre observateur de l'ASEANAPOL, organisation de coopération policière régionale. En juin 2023, les polices singapourienne et française ont organisé la première conférence régionale anti-arnaques. La lutte contre la pédopornographie est aussi prioritaire. L'Office central de répression des violences aux personnes (OCRVP) a détaché un policier à l'ambassade de Manille comme conseiller régional en cybercriminalité, à dominante cyberpornographie, afin de développer la judiciarisation des procédures de viol en ligne.

La lutte contre le trafic de stupéfiants conduit à de nombreuses opérations. Entre mars et mai 2023, les Forces armées dans la zone sud de l'océan Indien ont saisi plus de 3 tonnes d'héroïne et 240 kg de métamphétamine. Un officier français a pris, en juillet 2023, le commandement de la Combined Task Force (CTF) 150, une force internationale qui lutte contre le trafic de stupéfiants dans le nord-est de l'océan Indien. La France participe à la formation de ses partenaires, comme avec le bureau anti-drogues des Seychelles.

SÉCURITÉ CIVILE

La coopération en matière de sécurité civile permet de partager l'expertise nationale. Par exemple, à la suite



d'un accord signé en 2020, la France contribue au renforcement des capacités nationales et à la formation des équipes mongoles de secours (*voir fiche No.7 - Aide humanitaire, crises et catastrophes*) : formation à l'utilisation de véhicules anti-incendie et d'hélicoptères de secours achetés à la France, formation au sauvetage héliporté en milieu aquatique, etc. Un conseiller est détaché auprès du directeur de l'agence mongole de gestion des situations d'urgence (NEMA). D'autres experts sont détachés, par exemple auprès du Vanuatu National Disaster Management Office (NDMO).

La lutte contre les incendies et les feux de forêt se développe. En mai 2023, la DCSD a organisé, avec l'Asian Forest Cooperation Organization (AFoCO) et le Département thaïlandais des forêts, une formation internationale aux méthodes de gestion des feux de forêt. Le coopérant protection civile pour Singapour et l'ASEAN contribue à des formations similaires en Indonésie, qui accueilleront des auditeurs de Malaisie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Philippines.

En matière de sécurité des transports, la gendarmerie des transports aériens mène des actions de formation technique à Madagascar ou à Djibouti, et un assistant technique régional en matière de sûreté aéroportuaire et d'immigration a été détaché aux Comores.

SÉCURITÉ MARITIME

La France soutient le renforcement de l'architecture régionale de sécurité et de sûreté maritimes. Trois officiers français contribuent activement à l'Information Fusion Centre (IFC) de Singapour, au Centre régional de fusion de l'information maritime (CRFIM) de Madagascar et à l'Information Fusion Center – Indian Ocean Region (IFC-IOR) de Gurgaon. Deux conseillers sécurité maritime sont détachés auprès des autorités philippines et indonésiennes.

La DCSD soutient le projet Global Ports Safety (GPS), qui vise à répondre aux enjeux de sécurité et de durabilité des infrastructures portuaires en Asie du Sud et du Sud-Est. Elle a aussi permis la construction du sémaphore de Fort-Dauphin à Madagascar, le premier outil moderne de surveillance des approches maritimes sur les 4 800 kilomètres du littoral.

Le projet phare CRIMARO II, financé par l'UE et mis en œuvre par Expertise France, filiale du Groupe AFD

(*voir fiche No.6 - Aide au développement et environnement*), permet d'améliorer l'échange et l'analyse d'informations, ainsi que la gestion des crises et des incidents. Initialement conçu pour couvrir l'océan Indien, il couvre désormais aussi l'océan Pacifique et bénéficie à plus d'une trentaine de pays de l'Indo-Pacifique, du Yémen aux Îles Cook.

Complétant le Joint Rescue Coordination Centre (JRCC) de Tahiti et le Centre Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage (COSS) de Nouvelle-Calédonie, le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) sud océan Indien, implanté à La Réunion, assume les missions de recherche et de sauvetage, de surveillance de la navigation ou des pollutions. En 2022, il a supervisé le remorquage d'urgence d'un minéralier qui menaçait de s'échouer ou encore le sauvetage de l'équipage d'un voilier coulé dans le canal du Mozambique. Il interagit avec le Centre régional de coordination des opérations (CRCO) de la Commission de l'océan Indien basé aux Seychelles.

CRIMINALITÉ ENVIRONNEMENTALE

La lutte contre la pêche illicite est une des missions de la Marine (*voir fiche No.4 - Présence militaire et diplomatie de défense*). Elle multiplie les opérations de police des pêches dans les ZEE et les zones de haute mer adjacentes des États insulaires du Pacifique en soutien à l'Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique (FFA) et à la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC). Une partie de ces opérations, comme l'opération NASSE, se fait en coordination avec les partenaires australiens, néo-zélandais et américains dans le cadre du Pacific Quad.

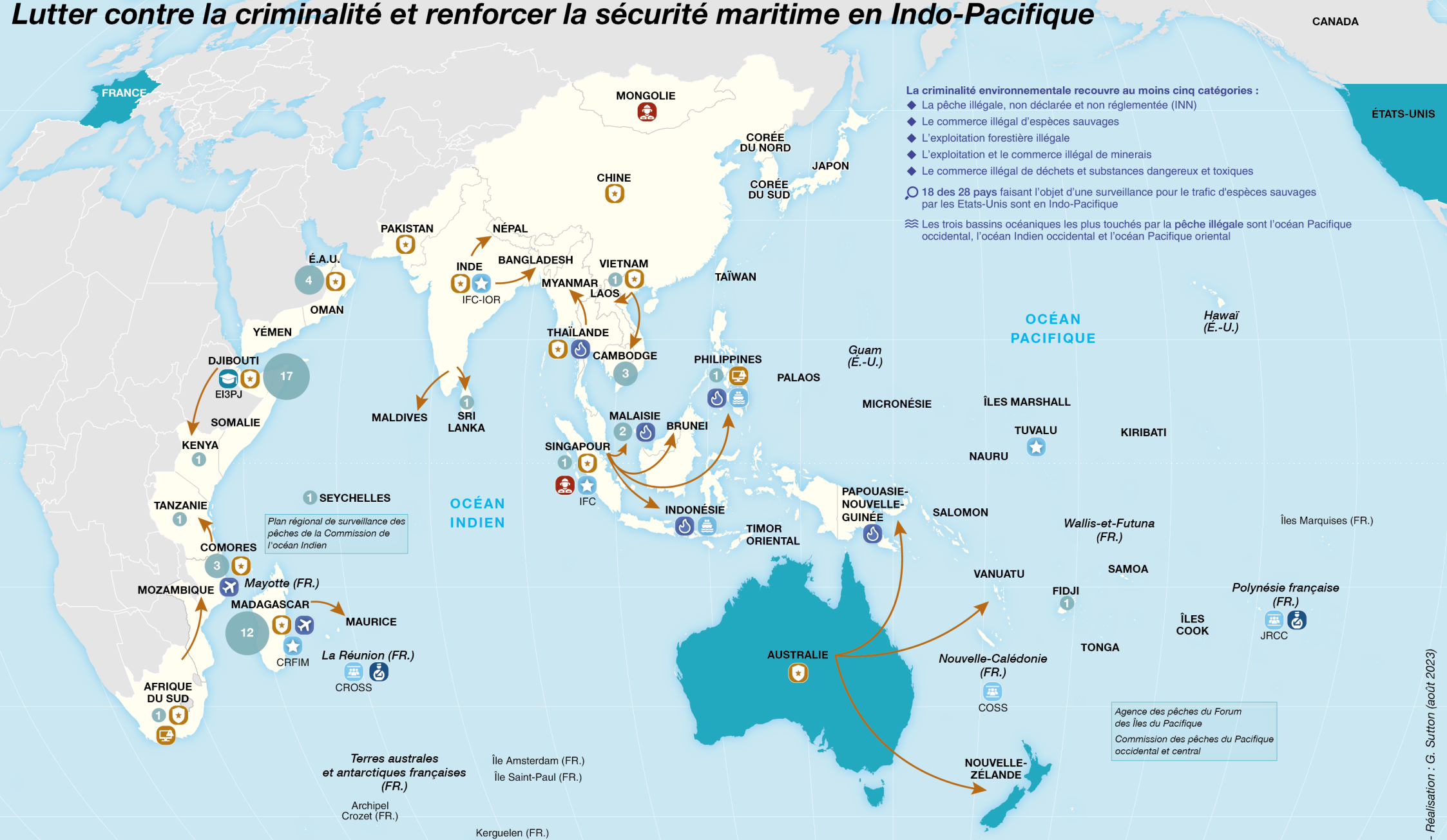
L'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP) dispose de détachements à Papeete et à Saint-Denis qui permettent notamment de lutter contre l'émergence de trafics visant à envoyer des déchets vers Madagascar et l'Inde. Par ailleurs, un premier expert criminalité environnementale vient d'être détaché au bureau de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) à Bangkok. L'OCLAESP organise aussi des formations sur la lutte contre le trafic de faux médicaments à Djibouti.

Septembre 2023
Antoine BONDAZ¹

¹ Contact : a.bondaz@frstrategie.org // @AntoineBondaz

No.5 - COOPERATION SÉCURITAIRE ET POLICIÈRE

Lutter contre la criminalité et renforcer la sécurité maritime en Indo-Pacifique



La criminalité environnementale recouvre au moins cinq catégories :

- ◆ La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN)
- ◆ Le commerce illégal d'espèces sauvages
- ◆ L'exploitation forestière illégale
- ◆ L'exploitation et le commerce illégal de minerais
- ◆ Le commerce illégal de déchets et substances dangereux et toxiques

○ 18 des 28 pays faisant l'objet d'une surveillance pour le trafic d'espèces sauvages par les Etats-Unis sont en Indo-Pacifique

≡ Les trois bassins océaniques les plus touchés par la pêche illégale sont l'océan Pacifique occidental, l'océan Indien occidental et l'océan Pacifique oriental

Plan régional de surveillance des pêches de la Commission de l'océan Indien

Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique
Commission des pêches du Pacifique occidental et central

Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD)

- Nombre de coopérants français
- 🎓 École internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire

Sécurité intérieure

- 👮 Service de sécurité intérieure (SSI) à l'ambassade de France
- ➔ Pays également couvert par le SSI
- 👮 Attaché douanier avec compétence régionale
- 💻 Conseiller régional en cybercriminalité

Exemples de coopérations en sécurité civile

- 👮 Conseiller régional en protection civile
- ✈️ Conseiller technique chargé de la sûreté aéroportuaire
- 🔥 Formation à la gestion des feux de forêts

Principales coopérations en sécurité maritime

- 🚢 Centre de coordination de sauvetage
- 🌟 Officier de liaison détaché
- 🚢 Conseiller de sécurité maritime

Criminalité environnementale

- 🌊 Pacific Quad de lutte contre la pêche illicite
- 🌊 Soutien aux organisations régionales
- 👮 Détachement de l'OCLAESP



À PROPOS DU PROJET

La France en Indo-Pacifique, puissance d'initiatives et de solutions, est un projet de recherche sans précédent de recensement, de synthèse et de cartographie des acteurs et des actions de la France dans une région incontournable pour les intérêts nationaux.

La publication d'une première série de fiches thématiques sur la présence française dans la région vise à rendre plus visible et à valoriser ce qui est réalisé concrètement sur le terrain au profit des Français et des populations locales par les ministères, les opérateurs de l'État, mais aussi les entreprises et les ONG françaises.

Ce projet s'inscrit dans les recherches de la FRS et fait suite à la publication de deux notes intitulées « La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique » en novembre 2022² et « Reconceptualiser la politique étrangère et de sécurité française en Indo-Pacifique » en juillet 2023³.

Liste des fiches thématiques en 2023

- No.1 - Territoires ultramarins
- No.2 - Démographie et représentation politique
- No.3 - Réseau diplomatique et visites officielles
- No.4 - Présence militaire et diplomatie de défense
- No.5 - Coopération sécuritaire et policière
- No.6 - Aide au développement et environnement
- No.7 - Aide humanitaire, crises et catastrophes
- No.8 - Coopération économique et entreprises
- No.9 - Coopération culturelle et francophonie
- No.10 - Éducation et droits humains
- No.11 - Coopération scientifique et innovation

À PROPOS DE L'AUTEUR

Ce projet est une initiative d'**Antoine BONDAZ**, directeur de l'Observatoire du multilatéralisme en Indo-Pacifique et enseignant à Sciences Po. Il a été assisté par **Marie DESBONNETS**, étudiante à Sciences Po et diplômée de l'IEP de Lyon.

La Fondation pour la recherche stratégique (FRS), créée en 1992, est une fondation reconnue d'utilité publique (décret du 26 février 1993) qui exerce ses activités en toute indépendance. Elle a pour missions d'analyser les problèmes de stratégie et de sécurité internationale, et de contribuer au débat stratégique en France ainsi qu'au rayonnement des idées françaises à l'étranger.

La FRS mène des recherches sur et dans la zone Indo-Pacifique, à travers des approches régionales et thématiques, organise des dialogues stratégiques de haut niveau (bilatéraux et trilatéraux), pilote une plateforme européenne d'échange sur l'Indo-Pacifique avec la SWP allemande et a signé plusieurs accords de coopération avec les principaux *think-tanks* de la région.

² <https://www.frstrategie.org/publications/notes/france-une-puissance-initiatives-indo-pacifique-2022>

³ <https://www.frstrategie.org/publications/notes/reconceptualiser-politique-etrangere-securite-francaise-indo-pacifique-2023>